

## **Accord professionnel**

### **CAISSES RÉGIONALES MINIÈRES (CARMi)**

**ACCORD DU 9 DÉCEMBRE 2009**

**RELATIF À L'EMPLOI DES SENIORS**

**NOR : ASET1050083M**

#### **PRÉAMBULE**

Conformément au dispositif législatif prévu par l'article 87 de la loi du 17 décembre 2008 relative au financement de la sécurité sociale pour 2009, les parties signataires expriment par le présent accord-cadre le souhait de mettre en place une gestion active des âges et des compétences et d'accroître l'effort d'intégration des seniors dans la gestion des ressources humaines dans les caisses régionales minières (CARMi), en s'appuyant notamment sur les leviers mis en place par l'accord-cadre sur la GPEC du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

A l'issue d'un cycle de réunions au niveau national, un plan d'action triennal a été négocié, tenant compte des particularités du régime minier, tant en ce qui concerne les enjeux démographiques que la priorité donnée au développement de l'offre de santé, par la convention d'objectifs et de gestion 2008-2011.

Il comporte, en application de l'article L. 138-25 du code de la sécurité sociale :

- un objectif chiffré de maintien dans l'emploi des salariés âgés de plus de 55 ans ;
- trois catégories d'actions favorables à la réalisation de cet objectif, auxquelles sont associés des indicateurs chiffrés ;
- les modalités de suivi de la mise en œuvre de chacune de ces actions.

Cet accord-cadre, soumis à l'agrément ministériel, sera ensuite décliné en accords locaux dans les CARMi, dans le cadre fixé par la loi.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Champ d'application de l'accord*

Le présent accord est applicable aux salariés des caisses régionales minières disposant d'un contrat de travail, que celui-ci soit à durée déterminée ou indéterminée.

## **Article 2**

### *Objet de l'accord*

Le présent accord établit des mesures en faveur de l'emploi des seniors pour les personnels relevant de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que les modalités de suivi des actions envisagées.

## **TITRE I<sup>er</sup>**

### **MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES SENIORS**

## **Article 3**

### *Objectif général en faveur de l'emploi des seniors*

Sur la base des constats établis dans le secteur de l'offre de santé, le présent accord fixe comme objectif d'ici à 3 ans d'avoir maintenu à au moins 11,50 % le taux d'emploi au niveau de l'ensemble des CARMi pour l'intégralité des personnels. Ce taux correspond à 21 % sur l'offre de santé.

## **Article 4**

### *Domaines d'action retenus*

Les parties signataires conviennent de retenir les 3 domaines d'action suivants, sur les 6 proposés par la loi :

1. Développement des compétences et des qualifications et accès à la formation.
2. Transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat.
3. Aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite.

## **Article 5**

### *Développement des compétences et des qualifications et accès à la formation*

Considérant que le développement des compétences des salariés de 45 ans et plus est un levier essentiel de l'adaptation des parcours professionnels, les parties signataires conviennent de favoriser l'accès à la formation professionnelle continue et au « tutorat inversé », en s'appuyant sur les leviers offerts par la GPEC.

Les indicateurs retenus sont les suivants :

- taux d'accès des seniors aux actions de développement des compétences (= nombre d'actions de développement des compétences au profit des seniors/nombre total d'actions de développement des compétences réalisées) ;
- taux d'accès des seniors à la formation (= nombre d'actions de formation au profit des seniors/nombre total d'actions de formation) ;
- taux de réalisation des demandes de formation des seniors (= nombre d'actions de formation demandées par les seniors/nombre d'actions de formation accordées aux seniors).

Le présent accord fixe comme objectif, d'ici à 3 ans et pour chacun des indicateurs envisagés :

- de maintenir le niveau constaté à la date d'entrée en vigueur de l'accord, pour les CARMi se situant au niveau ou au-dessus de la moyenne nationale constatée à cette même date ;
- de se rapprocher de la moyenne nationale à la date d'entrée en vigueur de l'accord, pour les CARMi se situant en dessous de la moyenne nationale à la même date.

## **Article 6**

### *Transmission des savoirs et des compétences et développement des compétences*

Les parties signataires reconnaissent le rôle important, dans la vie de l'institution, de la transmission des savoirs et des expériences professionnelles des salariés de 50 ans et plus en direction de leurs collègues moins expérimentés. Elles souhaitent donc favoriser le recours au tutorat, au sein du régime minier.

La fonction de tutorat devra faire l'objet, dans les CARMi, d'un dispositif de reconnaissance formalisé. Le tutorat est formalisé par une lettre de mission du directeur ou de son représentant, sur la base de la candidature du salarié. Il est doté d'une organisation et de moyens spécifiques.

Il est précisé que le tuteur a pour mission :

- de contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels, notamment par des mises en situation professionnelle et une formation sur le terrain ;
- d'aider, d'informer et de guider les salariés les moins expérimentés.

L'indicateur retenu est le suivant : nombre de personnes « coachées » dans le cadre du tutorat par des salariés de 50 ans et plus.

L'accord fixe comme objectif la mise en place sur 3 ans du tutorat et son évolution significative.

## **Article 7**

### *Aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite*

1. Les parties signataires souhaitent que « l'entretien en cours de carrière » prévu par l'accord-cadre sur la GPEC du 1<sup>er</sup> octobre 2008 permette de présenter, aux salariés de 45 ans et plus, les différentes possibilités d'aménagement de la poursuite de leur carrière : maintien dans l'emploi, aménagement du temps et des conditions de travail, tutorat, évolution vers un nouvel emploi, etc.

L'indicateur retenu est le suivant : taux de salariés de 45 ans et plus ayant bénéficié d'un entretien en cours de carrière.

L'accord fixe comme objectif sur 3 ans de réaliser des entretiens en cours de carrière pour l'intégralité des salariés concernés.

2. Tout agent, ayant 15 ans d'ancienneté minimum au sein du régime minier, et dont la durée d'activité restant à effectuer pour percevoir une pension de vieillesse de base à taux plein est égale ou inférieure à 5 ans, sur sa demande et avec l'accord de son employeur, bénéficie d'un aménagement de son horaire de travail.

Les modalités d'organisation du temps de travail font l'objet d'un accord écrit avec l'employeur. En cas de réduction du temps de travail, celle-ci fait l'objet d'un avenant au contrat de travail.

Sur demande du salarié, l'assiette de cotisations du régime de base d'assurance vieillesse peut être maintenue au même niveau, pendant une période de 5 ans maximum et jusqu'au départ à la retraite. Les cotisations restent alors partagées entre l'agent et l'employeur, dans les conditions initiales.

L'indicateur retenu est le suivant : nombre de salariés de 50 ans et plus ayant bénéficié de ce dispositif.

Le régime minier s'engage à demander à la tutelle les adaptations nécessaires en vue de l'application de ce dispositif à l'ensemble des salariés éligibles.

L'accord fixe comme objectif de réaliser un suivi dans chaque CARMi et au niveau national.

## TITRE II

### SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

#### Article 8

##### *Commission de suivi de l'emploi des seniors*

Les parties au présent accord entendent confier à une « commission de suivi » l'examen des conditions de mise en œuvre et de réalisation des objectifs chiffrés correspondant aux domaines d'action définis.

Cette commission est composée de :

- 1 membre désigné par chaque organisation syndicale représentative autonome signataire ou adhérente ;
- 2 membres par confédération nationale signataire ou adhérente ;
- représentants des employeurs, désignés par le directeur général de la Caisse autonome nationale, lui-même en étant président de droit.

Elle se réunit une fois par an, sur convocation de son président, afin de dresser le bilan des actions menées en application du présent accord.

Le temps consacré à ces réunions par les représentants des organisations syndicales est comptabilisé comme du temps de travail effectif et relève du même régime d'indemnisation, propre à chaque convention collective, que les réunions de négociation.

## TITRE III

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 9

##### *Durée de l'accord et modalités de révision*

Le présent accord est applicable jusqu'au 31 décembre 2012, date à laquelle il cessera de produire ses effets.

Toutefois, il peut être modifié ou révisé à la demande d'au moins une des parties signataires, qui doit en aviser les autres parties, par lettre recommandée avec avis de réception.

Il appartient aux parties qui souhaitent utiliser cette procédure d'accompagner leur demande d'une proposition de texte révisant les clauses conventionnelles concernées.

A l'issue d'un préavis de 3 mois à compter de la date de présentation de la lettre recommandée avec avis de réception visée au second alinéa, la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) et les organisations syndicales signataires doivent se réunir pour examiner ces propositions.

Cette révision interviendra systématiquement lorsqu'une nouvelle convention d'objectifs et de gestion sera conclue par la Caisse autonome nationale avec l'Etat.

Si aucun accord n'intervient dans le délai de 6 mois, la demande de révision en cause est réputée caduque.

## **Article 10**

### *Mise en œuvre de l'accord*

Le présent accord devra obligatoirement faire l'objet d'une déclinaison dans les CARMI, par le biais d'accords locaux spécifiques ne pouvant remettre en cause les principes généraux de l'accord national.

Si une CARMI franchit le seuil légal d'effectifs durant la période d'application du présent accord (le décompte des effectifs s'appréciant au 31 décembre), elle doit alors être couverte par un accord ou un plan pour l'année suivante.

L'accord local pourra faire l'objet de la procédure de rescrit prévue à l'article L. 138-27 du code de la sécurité sociale.

Au niveau local, le suivi sera assuré dans le cadre des négociations annuelles obligatoires.

## **Article 11**

### *Publicité de l'accord*

Le présent accord sera mis à la libre disposition du personnel par tout moyen approprié, y compris électronique, dans les 15 jours suivant son agrément par les autorités de tutelle de la CANSSM.

## **Article 12**

### *Entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010, sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle de la CANSSM.

Fait à Paris, le 9 décembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CANSSM.

**Syndicats de salariés :**

Syndicat national des mineurs, assimilés et du personnel du régime minier CFDT ;

CFE-CGC ETAM ;

CFE-CGC des cadres de santé et administratifs ;

Fédération nationale de l'énergie et des mines CGT-FO ;

Syndicat autonome des pharmaciens ;

CFTC.